



Réunion ministérielle Le Premier ministre prend 11 recommandations phares



A l'issue de la réunion ministérielle consacrée à la concertation-revue avec la communauté universitaire du Sénégal, qui s'est tenue ce jeudi 22 février, dans un contexte où certaines universités du pays sont fermées depuis les manifestations violentes de juin dernier, notamment l'Ucad, le Premier ministre, Amadou Ba, a pris 11 recommandations, qui vont dans le sens d'apaisement mais surtout d'assurance vis-à-vis des acteurs. Il s'agit :

1. Le Ministre de l'Enseignement supérieur prendra les dispositions nécessaires, en relation avec le ministre chargé des Finances pour accélérer la réalisation et la mise en service des chantiers prioritaires des Universités ;
2. Le Ministre de l'Enseignement supérieur en relation avec le ministre chargé des Finances prendra les mesures utiles pour diligenter les chantiers des Classes Préparatoires aux Grandes Écoles (CPGE) de Thiès, des Espaces numériques ouverts (ENO) ainsi que des Instituts supérieurs d'enseignement professionnel (ISEP) ;
3. Le Ministre des Finances soumettra, à validation, un planning d'apurement des dettes fiscales, sociales et dépenses permanentes (Eau et Électricité) des Universités ainsi que des dettes dues aux repreneurs. Il procédera à un audit des dépenses sociales en vue de mettre en place un mécanisme de rationalisation ;
4. Le Ministre de l'Enseignement supérieur prendra, en relation avec les instances académiques des universités, les mesures idoines pour le réajustement du calendrier universitaire ;

https://www.seneweb.com/news/Politique/reunion-ministerielle-avec-la-communaute_n_433805.html

UGB : le conseil académique décrète « une semaine de deuil »



Après la mort de l'étudiant Prosper Clédor Senghor survenu suite à une manifestation, les membres du conseil académique de l'Université Gaston Berger (UGB) de Saint -Louis se sont regroupés, hier, pour échanger sur les questions d'actualité.

« Le conseil académique s'est réuni ce mercredi 21 février 2024 à 17 heures en séance extraordinaire pour se prononcer sur la situation de crise au niveau de l'institution, suite au décès de M. Prosper Clédor Senghor, étudiant en licence 1 de Mathématiques appliquées et Sciences sociales (MASS) à l'unité de formation et de recherche des Sciences appliquées et Technologie (UFR SAT) », nous apprend le communiqué.

En réalité « Le conseil académique déplore et s'indigne de la violence ayant conduit à la mort de Prosper Clédor Senghor, après celle d'Alpha Yéro Tounkara ». Par suite « le conseil invite les autorités compétentes à faire toute la lumière sur les circonstances de ce décès et exprime sa solidarité et sa compassion aux parents du défunt et à l'ensemble de la communauté universitaire ».

« Le conseil exhorte le Recteur et le Directeur du Crous à accompagner la famille éplorée dans les procédures de mise à disposition du corps du défunt et les funérailles.

https://www.dakaractu.com/UGB-le-conseil-academique-decrete-une-semaine-de-deuil-apres-la-mort-de-l-etudiant-Prosper-Cledor-Senghor_a244791.html

Enseignement supérieur : Les acquis et réalisations



Le Premier ministre s'est réuni ce jeudi avec les acteurs de l'université dans le cadre de concertation sur l'état de l'Enseignement supérieur. Conscient du rôle vital que ces acteurs jouent dans la construction d'une société éclairée et prospère, le chef du gouvernement, sous institution du Président Macky Sall, a décidé de tendre l'oreille et écouter pour une prise en charge efficiente des questions du monde universitaire.

« Nous nous réunissons aujourd'hui dans un esprit de collaboration et de partenariat, conscients des défis mais aussi des opportunités qui se présentent à nous dans le domaine de l'Enseignement supérieur. L'éducation universitaire est le fondement sur lequel repose notre capacité à innover, à rechercher et à progresser en tant que société. Elle est le moteur de la transformation sociale, économique et culturelle de notre pays » a, d'emblée, rappelé le chef du gouvernement qui exprime au passage, sa gratitude envers le président de la République Macky Sall pour son engagement indéfectible envers l'enseignement supérieur.

« Son ambition est claire : faire de l'Enseignement supérieur un levier essentiel de développement, un vecteur de création de richesse intellectuelle et économique » rappelle le Premier ministre. Dans cette perspective, Amadou Bâ a mis en avant certaines réalisations de l'Etat du Sénégal avec des avancées significatives, investissant dans l'infrastructure, le développement des programmes académiques et la formation des enseignants.

https://www.dakaractu.com/Concertations-avec-la-communaute-universitaire-Le-PM-Amadou-Ba-liste-les-acquis-et-realisation-dans-l-enseignement_a244794.html

Réouverture : Les exigences du président de l'Amicale des étudiants de la Fac de Médecine



Fermée depuis les émeutes de juin dernier, la faculté de Médecine, de Pharmacie et d'Odontologie de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar rouvre ses portes le 22 février prochain. « Il est porté à la connaissance des enseignants, des étudiants et des PATS que les enseignements du premier semestre de l'année universitaire 2023-2024 débiteront le jeudi 22 février 2024 à 8 h », a annoncé le doyen de la faculté de Médecine, de Pharmacie et d'Odonto-stomatologie dans un communiqué. Une nouvelle bien accueillie par le président de l'Amicale de la Fac de Médecine qui exige, par ailleurs, que cette reprise soit totalement en présentiel.

Sur les ondes d'iRadio, Aliou Diallo invite les autorités à se pencher sur la réouverture du campus social. « Il est avéré que nous allons reprendre les enseignements suspendus depuis le mois de juin à partir de ce jeudi. En tout cas, ce qu'on attend de prime abord, c'est que ces cours soient exclusivement en présentiel et non sur des modalités en ligne ou des modalités d'enseignements dits modaux qui, quelquefois, n'arrangent pas une bonne partie des étudiants », indique-t-il.

Avant de poursuivre : « Nous attendons également qu'il y ait les garanties nécessaires par rapport à la reprise des cours ainsi qu'à la réouverture du campus social. Ceci pour que les étudiants puissent au moins avoir des logements, de la restauration afin de pouvoir correctement faire les cours », a lancé le président de l'Amicale des étudiants de la faculté de Médecine.

https://www.seneweb.com/news/Education/reouverture-ces-dernieres-exigences-du-p_n_433483.html

REVUE DE PRESSE

ACTU : EDUCATION-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Actualité internationale

Un consortium d'écoles canadiennes ouvrira une formation sur l'industrie intelligente au Sénégal



Un consortium d'écoles canadiennes comprenant les Cégeps de Baie-Comeau, de Sept-Îles et de Thetford, vont délocaliser un programme de formation technique en industries intelligentes au Sénégal, notamment au Centre national de qualification professionnelle (CNQP) de Dakar. Le consortium a fait l'annonce le mardi 20 février, après que leur projet a été retenu par le Programme Québec – Francophonie en formation technique (PQFFT).

Le PQFFT est un programme gouvernemental canadien qui accompagne les Cégeps dans la délocalisation d'attestations d'études collégiales (AEC) et le développement de formations courtes diplômantes dans les pays cibles. Dans le cadre de ce programme, le consortium recevra une subvention de 748 500 CAD (environ 553 317 USD) pour la mise en œuvre de la formation.

Le programme de formation accueillera ses premiers étudiants en 2027 pour former les techniciens en industries intelligentes. Ces derniers seront capables de soutenir le processus de transition numérique des entreprises. Au terme de la formation, les personnes diplômées dans leur pays désirant amorcer un processus d'immigration pour venir travailler au Canada auront la possibilité de le faire.

<https://www.agenceecofin.com/formation/2102-116397-un-consortium-d-ecoles-canadiennes-ouvrira-une-formation-sur-l-industrie-intelligente-au-senegal>

Éducation en Afrique : Claver Gatete de la Cea suggère plus d'efforts dans les investissements et l'innovation



L'éducation est un droit humain fondamental et un outil essentiel pour la réalisation de nos objectifs collectifs de développement socioéconomique, selon le secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations Unies et secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (Cea). Si l'on se fie aux propos de Claver Gatete, le continent doit encore fournir beaucoup d'efforts en matière d'investissements et d'innovation dans l'éducation.

D'ici 2030, Claver Gatete note que près d'un jeune sur deux dans le monde sera africain. Mais, relève-t-il, cette évolution de la dynamique démographique ne s'accompagne pas de l'acquisition de compétences indispensables permettant aux africains de faire pleinement partie d'une main-d'œuvre en mutation.

Citant l'Unesco, il souligne, devant le Conseil exécutif de l'Union africaine qui tenait sa 44ème session ordinaire du 14 au 15 février dernier sur le sujet important de l'éducation, que plus de 700 millions de jeunes et d'adultes sont dépourvus de compétences de base en matière d'alphabétisation, les femmes représentant la proportion la plus importante.

https://www.lejecos.com/Education-en-Afrique-Claver-Gatete-de-la-Cea-suggere-plus-d-efforts-dans-les-investissements-et-l-innovation_a26002.html

En Indonésie, « éducation laïque et religieuse se livrent à une intense compétition »



En ces temps de débat sur le rôle et les objectifs des établissements éducatifs à caractère religieux, tels que le collège, catholique, Stanislas, à Paris, ou le lycée, musulman, Averroès, à Lille, et leurs relations avec un Etat laïque, il peut être utile de se tourner vers une autre grande démocratie, l'Indonésie.

Dans ce pays de 275 millions d'habitants, dont 230 millions de musulmans, éducation laïque et religieuse se livrent à une intense compétition économique et idéologique avec des conséquences profondes sur son développement politique, culturel et idéologique.

Ce combat opposa la tradition religieuse à la dictature militaire sanglante du président Mohamed Suharto (1921-2008), dictature que servit le lieutenant-général Prabowo Subianto, 72 ans, élu le 14 février à la présidence indonésienne dès le premier tour avec plus de 55 % des voix.

La culture islamique a toujours joué un rôle important dans l'éducation en Indonésie. Les plus vieilles écoles religieuses, les pesantren, presque intégralement dévolues à l'étude religieuse, datent du XVIe siècle. Les madrasas, les plus répandues aujourd'hui, apparurent au tout début du XXe siècle en vue de moderniser l'éducation et de contrer l'influence occidentale.

https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/02/21/en-indonesie-education-laïque-et-religieuse-se-livrent-a-une-intense-compétition_6217665_3232.html

Pour l'enseignement supérieur et la recherche, 904 millions d'euros de coupes budgétaires



L'enseignement supérieur et la recherche sont parmi les plus touchés par les annulations de crédits de paiement décidés par un décret paru jeudi 22 février. Pour cette « mission », 904 millions d'euros d'économies sont demandés, soit presque 3 % de baisse sur un total de 31,8 milliards de budget. C'est un peu plus de 8 % de l'effort total demandé, pour des dépenses d'un secteur qui représentent environ 5,5 % du budget général.

Dans le détail, des programmes de cette mission devront se serrer fortement la ceinture. Le programme 172, qui finance les organismes de recherche, comme le CNRS, l'Inrae, l'Inserm ou Inria, doit annuler presque 5 % de son budget. Le 193, pour la recherche spatiale, sera amputé de 10 %. « C'est un choc et une sidération. On n'a jamais vu cela depuis plus de quinze ans, critique Boris Gralak, secrétaire général du Syndicat de la recherche scientifique. C'est évidemment inacceptable et cela envoie un signal catastrophique pour la recherche. » Le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, concerné par 588 millions d'euros d'annulation sur les 904 millions, fait savoir que ces économies « portent essentiellement sur les réserves de précaution, des reports de projets pluriannuels immobiliers, d'investissements ou d'équipements de recherche, et un ajustement sur les appels à projets de l'Agence nationale de la recherche ».

https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/02/22/pour-l-enseignement-superieur-et-la-recherche-904-millions-de-coupes-budgétaires_6217980_3224.html